

## VILLE DE BILLY-MONTIGNY

Envoyé en préfecture le 11/04/2025

Reçu en préfecture le 11/04/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250409-DEL25\_41-DE

SLO

*L'an deux mille vingt-cinq, le 09 AVRIL à 18 Heures 00, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Bruno TRONI, Maire, suite à la convocation en date du 03 AVRIL 2025, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.*

### Arrondissement de Lens

#### Etaient présents :

MM. B. TRONI, P. CANIVEZ, P. PECQUEUR, M. MONNIER, Adjoints au maire

Mmes F. BRIKI, M. BREBION, Adjointes au Maire

Mmes T. VERLEYEN, A. MOPTY, J. BIESZCZAD-DIANE, T. MOREAU, M. C DELAMBRE, M. WATERLOT, Conseillères Municipales

MM. Y. GAUER, A. MILLIEN, M. EECKMAN, R. KRZYZANIAK, R. DEWASMES, M. J. ROLLAND, W. GREBAUT, Conseillers Municipaux

#### Excusés :

Mmes N. MEGUEULLE, (pvr à M. MONNIER), L. AVIT (pvr à A. MOPTY), L. VERIN (pvr à P. CANIVEZ), A. FOULON (pvr à A. MILLIEN), M. M. BAUDERLIQUE (pvr à Mme J. BIESZCZAD-DIANE), Conseillers municipaux.

Absents : MM J.L. CAILLUYERE, Mme A. SENECHAL, Mme F. ORMAN, L. LOOR, M. LALOUETTE, Conseillers Municipaux

Secrétaire de Séance : Mme M.C. DELAMBRE

### DEL 25-41 : Motion de soutien au syndicat CGT

#### **« Non à la diminution des indemnités maladie des agents territoriaux ! »**

Nous, élus du Conseil Municipal de Billy-Montigny, soutenons le syndicat territorial CGT pour dénoncer, avec la plus grande fermeté, la récente mesure visant à réduire les indemnités journalières des agents territoriaux en arrêt maladie. Cette attaque contre les droits sociaux fragilise encore davantage les agents, déjà soumis à des conditions de travail difficiles et à une précarisation croissante de leur statut.

Ce gouvernement poursuit le saccage, entamer par les précédents, des droits des fonctionnaires.

En effet, depuis le 1<sup>er</sup> mars 2025, une loi prévoit que pendant les trois premiers mois d'arrêt maladie ordinaire, le fonctionnaire percevra 90% du traitement au lieu de la totalité précédemment. Pour les 9 mois qui suivent les dispositions demeurent inchangées et il touchera seulement la moitié de son traitement. Cette diminution affecte aussi bien le traitement de base ainsi que la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI), le Complément Traitement Indiciaire (CTI), et l'indemnité compensatrice de la hausse de la Cotisation Sociale Généralisée (CSG).

Nous rappelons que les agents territoriaux consacrent leur engagement et leur énergie au service public. La maladie ne doit pas être un facteur de paupérisation. Ce dispositif vient s'inscrire dans une série continue de dégradations (temps de travail, recul du droit à retraite) affectant les travailleurs de la fonction publique depuis des années. Aujourd'hui, ce sont les agents malades qui perdront des revenus et/ou qui seront incités à exercer leur travail en étant malades, cela conduira in fine, à nuire à la qualité du service rendu aux usagers, ainsi qu'à aggraver l'état de santé des agents territoriaux.

Le gouvernement justifie cette décision par la nécessité d'assurer l'égalité entre le secteur public et le secteur privé. C'est un mensonge : dans le privé, de très nombreux accords de branches ou accords d'entreprise offrent une rémunération à 100% pendant les périodes d'arrêts maladie (ceci concerne 70% des employés du secteur privé).

Envoyé en préfecture le 11/04/2025

Reçu en préfecture le 11/04/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250409-DEL25\_41-DE

SLO

Face à cette situation, M. le Maire propose à l'Assemblée :

- De soutenir cette motion
- D'exiger, aux côtés du syndicat CGT, que le gouvernement revienne sur cette mesure injuste et rétablisse une protection sociale équitable pour tous les agents territoriaux.

**Un agent malade n'est pas un agent fautif ! La santé ne doit pas être une variable d'ajustement budgétaire !**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, A L'UNANIMITE, décide d'approuver cette motion.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-Préfecture le :

Et publication ou notification du :

11 AVR. 2025

A BILLY-MONTIGNY, le

11 AVR. 2025

Le Maire,

B. TRONI



Signé électroniquement par : Bruno TRONI  
Date de signature : 11/04/2025  
Qualité : Maire de la ville de BILLY  
MONTIGNY

